Maxime PIONNIER

Par : Roland Tatreaux



Association Eysses

- Informations
  - Nom : PIONNIER
  - Prénom(s) : Maxime
- Etat civil
  - Date de naissance : 31/12/1911
  - Ville de naissance : Chalon-sur-Saône
  - Département de naissance : Saône-et-Loire
  - Pays de naissance : France
  - Profession avant guerre :
    - cultivateur
  - Date de décès : 28/06/1970
  - Lieu de décès : Saint-Gengoux-le-National (Saône-et-Loire)
- Résistance
  - Organisation(s) de résistance :
    - FTP
  - Date d'engagement : 1/4/1942
  - Département(s) de résistance : Saône-et-Loire
- Arrestation et condamnation
  - Date d'arrestation : 4/5/1943
  - Lieu d'arrestation : Saint-Gengoux-le-National
  - Département d'arrestation : Saône-et-Loire
  - Juridiction de condamnation : Section spéciale - Lyon
  - Date de condamnation : 26/07/1943

    - Motif(s) de condamnation :
      - Activité communiste
    - Peine infligée : Prison
    - Durée de la peine : 2 ans
    - Parcours carcéral :
      - Mâcon
      - Lyon (Saint-Paul)
      - Eysses
      - Compiègne
- Eysses
    - Date d'arrivée à Eysses : 15/10/1943
    - Numéro d'écrou à Eysses : 2409
    - Préau ou autre affectation :
      - Préau 4
      - Cuisine
    - Section de combat : Coste Georges
    - Motif de la levée d'écrou : Remis aux autorités allemandes
    - Date de la levée d'écrou : 30/05/1944
    - Durée de détention : 0 an(s), 7 mois, 15 jour(s)
- Déportation
    - Déporté
    - Lieu de départ : Compiègne
    - Date de départ : 18/06/1944
    - Parcours concentrationnaire :
      - Dachau
      - Landsberg (Kdo Dachau)
      - Allach (Kdo Dachau)
    - Matricule : 73884
    - Situation en 1945 : Libéré
    - Date : 30/04/1945
    - Lieu : Allach
- Reconnaissance
    - Statut : Déporté politique

Biographie

Maxime Eugène Pionnier est né le 31 décembre 1911 à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Il est le fils de Louis Charles Pionnier, cultivateur, et Annette Martin. Il est l’aîné de deux enfants.

Après ses études primaires, il travaille sur l'exploitation agricole de ses parents. Le 15 octobre 1933, il est appelé sous les drapeaux et incorporé au 18e régiment du génie comme télégraphiste. Un an plus tard, il réintègre ses foyers non sans avoir été affecté au centre mobilisateur du génie n° 18. Le 4 juin 1935, il prend pour épouse Marguerite Blanchard. Rappelé par ordre de mobilisation générale, le 30 août 1939, il rejoint le dépôt du train n° 8 en tant que conducteur. Le 5 septembre, il passe à la 523e Cie auto.T.A. Il est démobilisé le 22 août 1940 par le centre démobilisateur du Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire) et se retire à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

De novembre 1940 à avril 1942, il aurait été employé aux ponts et chaussées, emploi qu'il aurait quitté pour mieux se consacrer à sa tâche de résistant.

C'est le 4 mai 1943 qu'il est arrêté, à son domicile de Saint-Gengoux-le-National (Saône-et-Loire), au cours d'une perquisition menée par des policiers du service régional de police de sûreté de Lyon, incluse dans des opérations d'ensemble effectuées sur mandat du préfet régional de Lyon. On a retrouvé à son domicile des tracts et de la documentation communiste. Lors de son interrogatoire, il a déclaré être l'ancien secrétaire de la cellule communiste de La Guiche (Saône-et-Loire) et chargé de faire la liaison entre les camps d'internés au sanatorium surveillé de La Guiche et la direction FTP de Saône-et-Loire. Là, il est en contact avec un dénommé Albert Hernot.

D'après le procureur général près de la cour d'appel de Lyon, propos du 8 mai 1943, et le préfet de Saône-et-Loire dans une note du 15 mai 1943, Maxime Pionner aurait révélé l'identité d'anciens militants communistes tous détenus au sanatorium de la Guiche. Une enquête a été diligentée sur commission rogatoire du juge d'instruction de Mâcon, mais l'épilogue judiciaire n'est pas connu.

Incarcéré à la prison de Mâcon le 6 mai, il est transféré à la mi-juin à la maison d'arrêt Saint Paul à Lyon. Le 26 juillet 1943, il comparait devant la section spéciale près de la cour d'appel de Lyon qui le condamne pour *« avoir déployé une activité et détenu sciemment des écrits, tendant à propager les mots d'ordre de la IIIe internationale communiste, ou d'organisme s'y rattachant. »* à deux ans de prison. Le 15 octobre 1943, il est écroué à la centrale d'Eysses sous le numéro d'écrou n° 2 409 au préau n° 4. Affecté au service général à la cuisine, il prend part au rassemblement et au défilé des détenus dans la cour de l'infiormerie le 9 décembre 1943 pour empêcher le départ des internés administratifs vers la zone nord. Lors des événements du 19 février 1944, il participe à la destruction de cloisons entre préaux et à la distribution de vivres de la cuisine et du magasin à la chapelle.

Le 30 mai 1944, il est remis aux autorités allemandes et transféré à Compiègne d'où, le 18 juin, il est déporté au camp de concentration de Dachau sous le matricule 73 884, puis

affecté le 14 juillet au camp de travail de Landsberg am Lech. Le 24 avril 1945, avec les hommes de ce *kommando* il est replié sur celui d'Allach où le 30 avril il est libéré par les troupes américaines. Le 15 mai, il est transféré par les troupes françaises sur l'île de Constance qu'il quitte le 30 à destination de la France via la Suisse et passe la frontière française à Bâle-Saint-Louis ledit jour. Il rentre dans ses foyers le 1er juin 1945.

Après-guerre, il exerce la profession d'encaisseur et de chiffonnier (chiffons, métaux, peaux – vente et achat). Le 8 juin 1970, à l'âge de 59 ans, il décède à son domicile de Saint-Gengoux-le-National.

Maxime Pionnier est reconnu au titre de déporté politique en date du 11 janvier 1954, carte n° 1116.08883, pour une période d'internement allant du 4 mai 1943 au 17 juin 1944 et de déportation du 18 juin 1944 au 31 mai 1945.

Malgré de nombreuses demandes répétées, les certificats d'appartenance à la RIF, aux FFI de Saône-et-Loire, ou bien aux FFI du bataillon d'Eysses, lui seront tous refusés.